

ESTHER BENBASSA

C.N.R.S.

Centre de recherches sur la civilisation de l'Europe moderne (Université de Paris-Sorbonne)

LE SIONISME OU LA POLITIQUE DES ALLIANCES DANS LES COMMUNAUTÉS JUIVES OTTOMANES (DEBUT XX^e SIÈCLE)

La question de Palestine fut incontestablement la raison principale de l'entrée en scène du sionisme officiel dans la vie communautaire juive ottomane, à partir de 1908 (ceci n'étant pas exclusif de contacts antérieurs des Juifs ottomans avec le nationalisme juif). Toutefois, non seulement dans l'Empire ottoman, mais aussi dans d'autres grands centres juifs, le fonctionnement du sionisme à l'intérieur des communautés ne fut pas toujours directement lié à cette question. Dans le cas des communautés juives ottomanes, on devrait même parler de sionismes, au pluriel, et distinguer notamment entre les courants sionistes venus de l'extérieur et les variantes nationalistes locales¹. Sionisme ou nationalisme, selon la conjoncture, ce nouveau partenaire politique venu d'Europe entendait préparer le terrain aux négociations avec les autorités ottomanes sur la Palestine,

Abréviations utilisées

AAA: *Auswärtiges Amt Akten* (Bonn)

AAIU: *Archives de l'Alliance israélite universelle* (Paris)

AU: *L'Aurore* (Istanbul)

CAHJP: *Central Archives for the History of the Jewish People* (Jérusalem)

CZA: *Central Zionist Archives* (Jérusalem)

EA: *El Avenir* (Salonique)

EJ: *El Judio* (Istanbul)

ET: *El Tiempo* (Istanbul)

HH: *Ha-Ḥerut* (Jérusalem)

HM: *Ha-Mevasser* (Istanbul)

JC: *Jewish Chronicle* (Londres)

LO: *Lloyd Ottoman* (Istanbul)

MAE: *Archives du Ministère des Affaires étrangères* (Paris)

MO: *Le Moniteur Oriental* (Istanbul)

PRO: *Public Record Office* (Londres)

ST: *Stamboul* (Istanbul)

UI: *Univers israélite* (Paris)

1. Voir Esther Benbassa, «Le sionisme dans l'Empire ottoman (fin XIX^e-début XX^e siècle)», *Vingtième Siècle — revue d'histoire* (24), oct.-déc. 1989, pp. 69-80.

et à cette fin, il comptait, entre autres, sur l'appui communautaire, tant au niveau des institutions que des différentes couches de la société juive locale. L'échiquier politique communautaire était déjà occupé par d'autres groupes d'opinion, arrivés antérieurement, comme l'Alliance israélite universelle (désormais Alliance)².

Le positionnement en force périphérique aux institutions communautaires — régies par un système autocratique s'appuyant sur un *haham başı* (Grand Rabbin en titre) ou sur un *kaymakam* (*locum tenens* du Grand Rabbin), d'une part, et sur une oligarchie de notables dilettantes, d'autre part — fut une pratique courante au XIX^e siècle. Il favorisait l'absorption et l'encadrement des groupes de mécontents, ou simplement de ceux dont les aspirations ne pouvaient se réaliser dans le cadre des institutions en place. Ainsi, la force périphérique préparait ses troupes à l'exercice du pouvoir, et, en tant que telle, se constituait ou se reconstituait comme force politique. Aussi bien l'Alliance que les sionistes, venus de l'extérieur, suivirent à leur façon cette «tradition politique» locale. Celle-ci n'était sans doute guère originale; elle constituait plutôt une option de survie (ou d'attente) pour le groupe écarté du pouvoir ou pour l'opposant dans un système oligarchique. L'intérêt réside dans les affinements apportés à cette stratégie par les partenaires concernés, et dans l'évolution de chacun d'entre eux par rapport au centre — à savoir le pouvoir communautaire.

L'ALLIANCE: DE L'ALTERNANCE AU POUVOIR

Dès le début, l'Alliance remplit la fonction à la fois de pouvoir alternatif et de lieu de pouvoir alternatif en s'appropriant certaines des prérogatives des institutions communautaires comme par exemple l'éducation, sans pour autant se couper irrémédiablement des instances communautaires.

L'entrée en scène de la Société, comme partenaire étranger, et, bien qu'elle se définit comme œuvre philanthropique, la place qu'elle commença à occuper dans la vie de la communauté renouvelèrent les enjeux classiques

2. Organisation fondée à Paris en 1860 pour l'émancipation des Juifs et leur «relèvement moral et matériel». Entre 1862 et 1914, elle institua, dans le bassin méditerranéen, un important réseau scolaire (pour garçons et filles) auquel s'ajoutaient des œuvres d'apprentissage et des écoles agricoles. Sur l'Alliance en Turquie, voir: Aron Rodrigue, *French Jews, Turkish Jews: the Alliance Israélite Universelle in Turkey, 1860-1914*, Cambridge, Mass.: Thèse de Doctorat [Ph. D.], Université de Harvard, 1985. Cette thèse vient de paraître sous sa forme revue: *French Jews, Turkish Jews. The Alliance Israélite Universelle and the Politics of Jewish Schooling in Turkey, 1860-1925*, Bloomington/Indianapolis: Indiana University Press, 1990.

des luttes politiques communautaires. Au XIX^e siècle, celles-ci tournaient autour de l'affrontement entre religieux et laïques — même si, à l'intérieur de chaque groupe, il y eut également des tiraillements. L'Alliance agit sur place par l'intermédiaire des élites locales, qui ne parvenaient pas à être opérationnelles dans l'enceinte institutionnelle, pourtant lieu naturel de l'exercice de leur pouvoir. En effet, certains de ces notables siégeaient dans les instances communautaires sans pouvoir faire valoir leurs prérogatives.

L'absence de démocratie dans les institutions communautaires, renforcée dans les dernières décennies du XIX^e siècle par le régime autoritaire d'Abdülhamid II (1876-1909) et la concentration du pouvoir pendant cette période entre les mains d'une clique limitaient encore une mobilité, déjà restreinte en temps normal. Or le champ d'action politique du Juif, comme *dhimmi*, était circonscrit à l'arène communautaire. Cette limitation rendait la course au pouvoir plus âpre encore. C'est ce qui explique peut-être la conflictualité, parfois disproportionnée aux enjeux, du débat politique communautaire. L'accession à un poste de responsabilité dans les institutions communautaires constituait le couronnement de l'ascension économique et sociale. Et les notables soucieux de mettre en œuvre des projets communautaires novateurs, ou simplement mus par le désir d'accéder au pouvoir, n'hésitèrent pas à se tourner vers des forces alternatives susceptibles, à la longue, de les mener au but.

L'Alliance pouvait être ce réceptacle: elle était aussi une force nouvelle, ayant ses assises à l'étranger, et par conséquent moins vulnérable. Il lui manquait pourtant, et ce précisément parce qu'elle était une société philanthropique, tant les perspectives que la dynamique d'un parti politique. L'arrivée au pouvoir de ses troupes fut purement conjoncturelle. L'Alliance ne mena pas une politique de masses. La participation active de celles-ci dans la vie politique de la communauté était déjà limitée par le *hahamhane nizamnamesi* (Statut organique)³ et le mode d'élection au suffrage censitaire⁴. De surcroît, le souvenir des dernières élections communautaires à Istanbul remontait à 1865⁵. En fait, les premières

3. Pour le texte original du *hahamhane nizamnamesi*, voir: *La konstitution para la nasyon israelita de Turkia* [Constitution de la nation israélite de Turquie], s.l.: Estamparia del Žurnal Israelit, 5625/1865.

4. En principe, ne participaient aux élections que les payeurs de *kizba* (taxe communautaire, *petcha* à Salonique): *ET*, 21 oct. 1910 (voir l'historique des élections dans la communauté).

5. Date des premières élections conformes aux stipulations du *nizamname* promulgué à la même époque. A bien observer le fonctionnement de la «démocratie» dans la vie communautaire, tout au moins à Istanbul, il est à croire que le principe des élections ne fut pas toujours respecté.

élections au suffrage universel (les femmes excepté) ne s'y déroulèrent qu'en 1910-1911. Ce fut par l'intermédiaire de son homme de confiance, Haim Nahum élu *kaymakam*⁶, et des notables favorables à son œuvre, et sans doute grâce au soutien dont le premier, notamment, bénéficia de la part du nouveau régime issu de la révolution «jeune-turque» (23/24 juillet 1908)⁷, que l'Alliance se hissa vers des positions stratégiques.

LES SIONISTES ET LEUR STRATEGIE DE PARTI D'OPPOSITION

Le sionisme officiel qui commença à opérer localement, dès 1908, sous le couvert d'une compagnie bancaire, l'*Anglo Levantine Banking Company*, était une composante à part entière d'une organisation politique. C'est d'abord là que se situe la différence entre l'Alliance et les sionistes. Le «parti» sioniste avait, en tant que tel, un programme politique adapté à la conjoncture locale, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la communauté. Certes, la communauté venait en seconde position dans les priorités politiques des sionistes. Elle constituait malgré tout un tremplin dans les négociations avec le gouvernement. Il est vrai qu'il convient de distinguer entre les projets locaux respectifs des sphères dirigeantes de l'Organisation sioniste mondiale à l'étranger, des leaders envoyés sur place, et des sionistes recrutés localement.

En tout état de cause, le sionisme avait à se placer sur l'échiquier politique communautaire, à côté des autres groupes d'opinion, et surtout à en affronter le centre, désormais occupé par les «alliancistes» (proches de l'Alliance), opposés au sionisme. Pour ce faire, il lui fallut opter pour des stratégies bien rôdées localement, mais aussi innover. Les sionistes n'avaient pas grand espoir de recruter parmi les notables gagnés à l'Alliance, même s'ils s'obstinèrent, pendant un temps, dans ce sens. Il ne restait que les milieux dans lesquels l'Alliance n'avait pas percé — et les exclus du centre.

6. Sur H. Nahum, et le début du sionisme dans l'Empire, voir: Esther Benbassa, *Haim Nahum Efendi, dernier Grand Rabbin de l'Empire ottoman (1908-1920): son rôle politique et diplomatique*, Paris: Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Paris III, 1987, 2 t. Voir aussi du même auteur: *Un grand rabbin sépharade en politique*, Paris, Presses du C.N.R.S., 1990.

7. Dans l'état actuel de nos recherches, il ne nous est pas possible d'évaluer à sa juste mesure le rôle joué par les «Jeunes-Turcs» dans la nomination de H. Nahum. L'on sait néanmoins que, lors de son séjour à Paris vers la fin du XIX^e siècle, celui-ci fréquenta certains «Jeunes-Turcs» en exil, qui, par la suite, accédèrent au pouvoir. Ces relations personnelles ont dû favoriser sa nomination. Jacob M. Landau est lui plus affirmatif quant au rôle joué par les nouveaux dirigeants dans cette nomination: «The 'Young Turks' and Zionism: Some Comments», in: Victor D. Sanua (ed.), *Studies in Honor of Raphael Patai*, Rutherford, N.J.: Fairleigh Dickinson, 1983, p. 203.

Les masses n'avaient pas été vraiment imprégnées par l'idéologie de l'Alliance même si la majorité de sa population scolaire était supposée en venir. Elles pouvaient devenir, le moment venu, une réelle force d'appui dans la conquête des institutions communautaires. Quant aux exclus du centre, ils n'aspiraient qu'à l'atteindre. Le sionisme, en se définissant d'emblée comme un parti d'opposition, ne pouvait qu'attirer ces exclus et tous les mécontents du régime communautaire en place. Ceux-ci pouvaient à leur tour, avec l'appui des masses, hisser les sionistes au pouvoir.

Si l'Alliance recruta les exclus individuellement, le sionisme, en tant que parti d'opposition, avait le privilège de négocier avec des groupes de pression politiques ou «ethniques», et de contracter des alliances. Cette politique de ralliement constituait une des composantes de la stratégie locale des sionistes, et les partenaires entrant dans cette catégorie ne manquaient pas. Les sionistes n'accordèrent pas la même importance à tous les groupes de pression périphériques. L'état antérieur de leurs relations, les raisons de l'alliance, les potentialités de l'allié et la conjoncture constituèrent des paramètres décisifs.

Les sionistes essayèrent également de s'associer des groupes encore au pouvoir, mais affaiblis par la victoire des progressistes, et devenus périphériques à l'intérieur même de la sphère du pouvoir. Les rabbins et les noyaux conservateurs siégeant encore dans les instances communautaires entraient dans cette catégorie. Ils constituaient une clientèle facile à appâter, mais précieuse, en raison du rôle qu'elle pouvait jouer, selon les circonstances, comme force d'opposition et comme force d'appoint.

PREMIÈRES OFFENSIVES EN FRONT UNI

La tactique du front uni contre le Grand Rabbinat à Istanbul, siège de l'autorité centrale du judaïsme ottoman, avait été déployée par les sionistes dès l'arrivée au pouvoir du camp «allianciste». Elle avait été appliquée tant dans la capitale que dans les provinces. L'objectif premier était d'empêcher le renforcement du pouvoir des nouveaux arrivés et de faire ainsi échouer l'élection imminente de l'homme-clef des «alliancistes» locaux, Haim Nahum, au poste de *haham basi*. Il convenait aussi de saper dès le départ les initiatives partant du centre et destinées aux communautés provinciales, afin d'empêcher toute centralisation pouvant nuire aux noyaux de pouvoir que constituaient les différentes communautés dispersées dans l'Empire. Celles-ci représentaient autant d'espaces politiques libres où pouvaient agir les forces périphériques.

Au lendemain de l'élection de Haim Nahum au poste de *kaymakam*, les divisions communautaires s'exacerbèrent autour d'une série de questions déjà à l'ordre du jour avant cette élection. L'opposition la plus dure était le fait de ceux qui venaient d'être écartés du pouvoir⁸, qualifiés de «conservateurs» par les nouveaux maîtres, et qui tentaient de déstabiliser un peu plus le précaire régime communautaire péniblement mis en place⁹. Même s'ils ne furent pas ouvertement actifs à cette époque à Istanbul, les sionistes purent observer les agissements des opposants à la nouvelle équipe. Ils ne manquèrent pas de mettre à profit cette situation sur des terrains qui leur étaient plus familiers. Plus tard, lorsqu'ils furent en mesure de mobiliser des forces recrutées localement, ils passèrent à l'action dans la capitale même.

Dans les premiers mois qui suivirent la révolution «jeune-turque», la dynamique de changement qui toucha également une partie de la population juive avait joué en faveur du groupe «allianciste» et de H. Nahum, perçus comme des progressistes, même si leurs projets communautaires n'étaient pas diamétralement différents des options de ceux qu'ils venaient de détrôner. Les masses se trouvèrent donc animées par un enthousiasme circonstanciel, favorable à ceux qui apparaissaient comme des hommes nouveaux, appropriés à la situation, et qui n'avaient pas vraiment trempé dans les intrigues avec le Palais des dirigeants communautaires déchus, eux-mêmes identifiés avec le régime hamidien renversé¹⁰. Certains de ces progressistes étaient même personnellement liés au nouveau régime ottoman, ce qui les accréditait davantage auprès de la population juive. A vrai dire, les masses ne jouèrent pas un rôle décisif dans l'avènement des «alliancistes»: elles le cautionnèrent plutôt, après coup, dans une vague d'enthousiasme plutôt que par un choix délibéré.

8. *AAIU*, Turquie XXX. E., H. Nahum à Paris, 8 oct. 1908; *ET*, 14 oct. 1908; 16 oct. 1908; 28 oct. 1908.

9. Voir les successives grèves de bouchers juifs, pourvoyeurs d'un des plus importants revenus communautaires, *la gabela*, qui, en refusant de verser cette taxe au Grand Rabbinat, cherchaient à paralyser sa gestion: *ET*, 9 sept. 1908; 11 sept. 1908; 5 nov. 1908; 11 nov. 1908; *AAIU*, Turquie II. C. 8, H. Nahum à Paris, 15 sept. 1908; *JC*, 2 oct. 1908; *El Burlon*, 21 janv. 1909.

10. Les supporters de H. Nahum avaient pu rassembler en octobre 1908, dans le quartier populaire de Hasköy (village sur la Corne d'Or), 15.000 personnes: *ET*, 21 oct. 1908; *AAIU*, Turquie XXX. E., H. Nahum à Paris, 24 déc. 1908. Encore faut-il faire la part entre la réalité et ces chiffres gonflés à volonté par la propagande pro-nahumiste. A cette période, d'importants organes de presse comme *El Tiempo* soutenaient les «alliancistes», et les autres (comme *El Telegrafo*, lié à l'ancien régime communautaire), craignant pour leur avenir surtout financier, préféraient se taire. Ce fut quelque temps après que les sionistes créèrent leur propre complexe de presse d'opposition.

La nature et le sens des alliances contractées par les sionistes avec divers groupes de pression contre le Grand Rabbinat, à l'extérieur de la capitale, sont bien illustrés par les deux épisodes analysés ci-après. L'un et l'autre témoignent des stratégies conjoncturelles mises en œuvre et du climat politique du moment. Il faut ajouter que le contentieux entre l'Alliance et les sionistes remontait loin (par exemple à leurs démêlés en Bulgarie, dès la fin du XIX^e siècle): en fait, il s'était tout simplement aggravé à l'apparition de nouveaux enjeux.

L'affaire Panigel

L'agitation qui caractérisa les lendemains de la révolution «jeune-turque» gagna progressivement les provinces ottomanes, et leurs communautés juives. Les progressistes venus des rangs «alliancistes» commencèrent à manifester leur volonté de s'approprier les rênes du pouvoir dans leurs communautés respectives. Encore faut-il là aussi faire la part entre les projets de l'Alliance à Paris et ceux de ses recrues locales, qui outrepassaient largement les consignes de prudence de la maison-mère, conservatrice, et de surcroît excentrée par rapport aux lieux du pouvoir et aux appétits qu'ils suscitaient chez les notables autochtones.

Les communautés de Damas, Saïda et Jérusalem soulevèrent la question de la destitution de leur Grand Rabbin. Dans le cas de Jérusalem, il ne s'agissait que du rebondissement d'une affaire provisoirement close, après maintes vicissitudes, avec l'invalidation de l'élection de Jacob Meïr en 1907¹¹. La même année, Elyahu Panigel avait été désigné comme *kaymakam*. L'irrégularité de cette désignation et le rôle joué dans cette affaire, à l'époque, par les anciens dirigeants communautaires, à Istanbul, ne pouvaient que servir de prétexte aux progressistes pour demander la destitution — d'autant qu'E. Panigel n'avait pas procédé à l'élection d'un *haham basi* en titre, comme le stipulait le *hahamhane nizamnamesi*.

Face aux progressistes ou «alliancistes», E. Panigel était soutenu par les forces conservatrices encore au pouvoir. Il s'était également rallié le *Hilfsverein der Deutschen Juden*¹² (désormais *Hilfsverein*, société rivale de

11. Sur la question rabbinique à Jérusalem, voir entre autres: Rachel Sharaby, «*Ha-ma'avakim al ha-rabanat ha-sefaradit ve-nos'ei ha-misra, 1906-1914*» [Le Grand Rabbinat de Jérusalem, conflits et personnalités, 1906-1914], *Cathedra* (37), sept. 1985, pp. 95-121. La Porte avait opposé sous l'influence du Grand Rabbinat, à Istanbul, son veto à la nomination de Jacob Meïr, le prétexte avancé étant ses liens avec des sociétés étrangères, dont l'Alliance.

12. Organisation juive allemande fondée en 1901 pour l'amélioration des conditions sociales et politiques des Juifs d'Europe de l'Est et d'Orient, qui développa dans l'Empire ottoman un petit réseau scolaire.

l'Alliance). Les sionistes agissaient de concert avec les groupes conservateurs y compris les orthodoxes¹³. Certes, dans ce cas, ils se mirent du côté de ceux qui détenaient encore le pouvoir dans le Rabbinate de Jérusalem ou qui tournaient autour. Il ne faut pourtant pas perdre de vue que, dans la capitale, en revanche, les conservateurs avaient perdu leur suprématie. Si Jérusalem occupait une place importante dans le programme sioniste, en l'occurrence, l'objectif prioritaire était la lutte contre le Grand Rabbinate à Istanbul. Si celui-ci ne nommait pas les différents Grands Rabbins des provinces, le *haham basi* et son entourage pesaient pourtant d'un poids assez lourd sur les élections et sur leur ratification officielle par les autorités ottomanes. On craignait qu'ils ne nomment un de leurs proches et contrôlent ainsi le Rabbinate de Jérusalem.

Les progressistes exigeaient la destitution d'E. Panigel. Le directeur de l'École professionnelle de l'Alliance à Jérusalem, Abraham Antébi, œuvrait activement dans ce sens, et ce bien que l'Alliance l'eût fermement engagé à la neutralité¹⁴. La tiédeur de l'Alliance dans son soutien aux progressistes de Jérusalem était due, entre autres, à la crainte de s'attirer les foudres de l'orthodoxie juive allemande et des sionistes, comme tel avait été le cas lors de l'affaire J. Meïr-H. Elyachar en 1906-1907. La société avait d'ailleurs fait preuve d'une attitude similaire à l'égard des progressistes et de H. Nahum, au lendemain de la révolution «jeune-turque», alors même qu'elle avait jusque-là porté son protégé à bout de bras¹⁵. En fin de compte, l'Alliance était sans doute encore moins progressiste que ses troupes locales. Celles-ci s'abritèrent sous l'étendard de l'Alliance faute de mieux, et malgré elle.

Dans cette affaire, A. Antébi, bravant tous les rappels à l'ordre, faisait également pression sur Isaac Fernandez, président du Comité régional de l'Alliance à Istanbul, pour qu'à son tour il intervînt auprès de H. Nahum¹⁶. Une fois réglée la question de Jérusalem, il comptait s'attaquer à la réorganisation de la communauté de Jaffa.

Les adversaires de l'Alliance reprochaient à la Société de s'infiltrer dans les œuvres philanthropiques juives, d'investir, avec H. Nahum, les Grands Rabbinate de l'Empire, de tenter de s'attirer les faveurs exclusives des «Jeunes-Turcs» et de refuser toute association avec le *Hilfsverein* et les

13. *AAIU*, Turquie XXX, E., H. Nahum à Paris, 7 déc. 1908.

14. *AAIU*, Registre Secrétariat 218, 26 août 1908; 30 sept. 1908; 23 oct. 1908.

15. Voir à ce propos: Esther Benbassa, «L'Alliance israélite universelle et l'élection de Haim Nahum au Grand Rabbinate de l'Empire ottoman (1908-1909)», in: *Proceedings of the Ninth World Congress of Jewish Studies*, Jérusalem: World Union of Jewish Studies, 1986, division B, vol. 3, pp. 84-85.

16. *AAIU*, Israël I. G. 2, A. Antébi à I. Fernandez, 2 sept. 1908.

sionistes, en un mot, l'Alliance était accusée de vouloir s'assurer un monopole¹⁷. Le gouverneur intérimaire de Jérusalem soutenait lui aussi le groupe «allianciste» et allait dans le sens de la destitution d'E. Panigel. Même s'ils n'agirent pas de concert et n'adoptèrent pas une même ligne de conduite, tous ces partenaires furent identifiés à l'Alliance, et donc à un camp nettement circonscrit qu'il convenait de combattre.

Des facteurs extérieurs concouraient également à trancher les oppositions. Ainsi, l'intervention de l'ambassadeur d'Allemagne ne contribua pas peu à compliquer l'affaire¹⁸. Pour les «alliancistes», il ne faisait pas de doute que les sionistes, les orthodoxes, l'Allemagne et le *Hilfsverein* œuvraient la main dans la main¹⁹. Voilà qui menait tout droit au «germano-sionisme» si souvent évoqué par A. Antébi, l'Alliance, les «alliancistes» et même le Quai d'Orsay.

En réalité, le fait que les sionistes et le *Hilfsverein*, les *outsiders* en quelque sorte, se soient tous deux rangés dans le camp conservateur, *insider/outsider*, lors de l'affaire Panigel, et se soient ainsi trouvés objectivement alliés, ne peut s'expliquer que par des mobiles d'ordre tactique. Il s'agissait pour tous deux de faire face à l'influence de l'Alliance et de la France, laquelle ne pouvait que s'accroître avec l'élection définitive de H. Nahum²⁰. Se constitua ainsi un front uni contre le Grand Rabbinate dans la capitale.

Les lettres de Francfort

Dans l'affaire des lettres de Francfort, les sionistes agirent de nouveau à l'extérieur de la capitale, mais cette fois en faisant intervenir aussi des partenaires de la capitale. Même si les conservateurs avaient perdu l'avantage à Istanbul, étant donné les structures institutionnelles, ils n'avaient pu être complètement évincés des instances communautaires, lors de la prise en main autoritaire de certaines d'entre elles. Les laïques conservateurs avaient certes été obligés de céder leur place aux «alliancistes». En revanche, les rabbins, dont la plupart restaient liés aux anciens dirigeants, continuaient à avoir leur mot à dire. Ainsi, les membres du *meclis-i ruhanî* (conseil religieux)²¹ de la capitale, siégeaient également dans le *meclis-i*

17. *Ibid.*, A. Antébi à Paris, 18 oct. 1908.

18. *ET*, 19 nov. 1908; *AAIU*, Turquie XXX, E., H. Nahum à Paris, 7 déc. 1908.

19. *AAIU*, *loc. cit.*; *ibid.*, Registre Secrétariat 219, J. Bigart à H. Nahum, 11 déc. 1908.

20. *AAIU*, Turquie XXX, E., H. Nahum à Paris, 15 janv. 1909.

21. Il était composé de sept membres.

umumî (conseil général)²². A ce titre, ils devaient intervenir dans la désignation du futur *haham başi* de l'Empire.

Ces membres religieux du *meclis-i umumî* avaient reçu de Francfort des lettres recommandées, signées par un certain nombre de rabbins officiant dans différentes villes européennes²³. «Les signataires demandaient au nom de la Tora, des *intérêts judaïques* et de la *Palestine* de [voter?] sans considération ni à l'homme ni à la grande et forte société»²⁴. La «société» en question n'était autre que l'Alliance. H. Nahum, le premier intéressé par ces missives, les attribuait aux manœuvres des orthodoxes, *Hilfsvereinisten* et sionistes qui l'accusaient d'être l'homme de ladite «société»²⁵. Les progressistes développaient la même analyse.

On pourrait penser que l'analyse du camp «allianciste» émanait d'un parti pris subjectif. Il n'en était rien puisque les sionistes, localement, ne cachaient point leurs intentions. L'organe sioniste salonicien *El Avenir* expliquait que si l'Alliance travaillait pour H. Nahum, il n'y avait guère de raisons pour que d'autres ne militent pas en faveur de leurs propres candidats²⁶. De fait, les adversaires de l'Alliance proposaient le Grand Rabbin d'Égypte, R. Shimeon, de tendance orthodoxe. En effet, pour les sionistes, H. Nahum était sous la coupe de l'Alliance, laquelle était créditée (à tort) d'une grande influence sur le gouvernement des «Jeunes-Turcs», influence qui lui avait permis, après la révolution, de placer ses hommes aux postes-clefs du judaïsme ottoman²⁷. Le judaïsme allemand ne craignait pas moins la nomination de H. Nahum au poste de *haham başi*, laquelle risquait de déboucher sur un accroissement de l'influence française en Orient²⁸. L'intervention du *Hilfsverein* auprès des autorités compétentes du ministère allemand des Affaires étrangères n'était pas restée sans effets. Il fut notifié à l'ambassade allemande à Istanbul que la désignation

22. Il était composé de soixante membres laïques et de vingt membres religieux. Il y avait également le *meclis-i cismanî* (conseil laïque), constitué de neuf membres, qui représentait l'instance exécutive, et qui avait été rapidement investi par les «alliancistes».

23. *AAIU*, Turquie XXX. E., H. Nahum à Paris, 24 déc. 1908; *ET*, 1^{er} janv. 1909; *UI* (18), 16 janv. 1909, pp. 568-569; *JC*, 22 janv. 1909.

24. *AAIU*, loc. cit. (souligné dans le texte): «bli nesi'at kapayim la-iş o la-hevra ha-gedola ve-ha-kabirat koah».

25. *Ibid.*

26. *EA*, 12 janv. 1909.

27. *Ha-Yehudi*, 8 oct. 1908; *Der Israelit*, 17 sept. 1908, cités par Lucien Lazare, «L'Alliance Israélite Universelle en Palestine à l'époque de la révolution des «Jeunes Turcs» et sa mission en Orient du 29 octobre 1908 au 19 janvier 1909», *Revue des Études Juives* (138), juil.-déc. 1979, pp. 329-330.

28. Isaiah [Yeşayahu] Friedman, «*Hevrat 'Ezra', misrad ha-huz ha-germani ve-ha-pulmus im ha-zionim, 1908-1911*» [Le *Hilfsverein*, le Ministère allemand des Affaires étrangères et la polémique avec les sionistes, 1908-1911], *Cathedra* (20), tamuz 5741/juil. 1981, p. 103.

de H. Nahum au poste de *haham başi* n'était pas souhaitable, vu la francophilie du candidat et le soutien qu'il apportait ouvertement aux «Jeunes-Turcs»²⁹.

Une fois de plus, comme dans l'affaire Panigel, les orthodoxes, les sionistes et le *Hilfsverein* se retrouvaient unis avec la bénédiction allemande. Plus tard, dans la capitale, cette association, à quelques variantes près, allait se reproduire, avec la participation de nouveaux groupes de pression, comme les Achkénazes ou le *B'nai Brith* (localement appelé *Béné Bérit*)³⁰.

SIONISTES ET RABBINS: LA HISTADRUT HA-RABANIM

Les sionistes nouèrent des alliances avec les conservateurs y compris les rabbins également à Salonique³¹. De même dans la mobilisation des rabbins contre H. Nahum et l'oligarchie, à Istanbul, le rôle joué par les sionistes est incontestable. L'initiateur même de ce mouvement était David Markus³², représentant du *Hilfsverein*, rabbin de la communauté achkénaze et connu pour ses positions favorables aux sionistes.

Lors de la dissolution en 1910 du *meclis-i umumî*, qui permit de procéder à de nouvelles élections, H. Nahum n'avait pas touché aux membres religieux. Il ne leur avait pas demandé de démissionner comme il l'avait fait pour les membres laïques. Le *hahamhane nizamnamesi* stipulait que les membres religieux devaient être élus par les membres laïques du *meclis-i umumî*³³. Rien n'indiquait qu'ils devaient être élus à vie, excepté les sept rabbins qui composaient le *meclis-i ruhani*³⁴. H. Nahum avait étendu cette inamovibilité à tous les membres religieux du *meclis-i umumî*, profitant de l'imprécision habituelle du *nizamname*. Cette concession visait à ne pas susciter, parmi les rabbins, opposés de longue date aux progressistes, un mécontentement, qui, s'il venait à s'exprimer, risquait d'être récupéré par les sionistes, pour soulever une partie de la population encore attachée aux traditions, contre un Grand Rabinat sensiblement ébranlé.

Après les élections, la presse sioniste commença à évoquer — et à

29. *Idem*, p. 101.

30. Organisation juive structurée sur le modèle des ordres maçonniques en Loges et Chapitres, fondée aux États-Unis par des Juifs allemands en 1843.

31. *AAIU*, France IV. D. 16, ministère des Affaires étrangères, Direction des Affaires politiques et commerciales à N. Leven, 14 déc. 1910 (Rapport de M. Choublier, porte la mention: confidentiel).

32. *HM*, Pâque 5671/13-20 avr. 1911.

33. *Konstitution...*, op. cit., art. 16, p. 8.

34. *Idem*, art. 20, p. 11.

soutenir — le réveil du mouvement religieux orthodoxe³⁵. Parmi les projets à l'ordre du jour, figurait la création d'un *Beit ha-midraš* (Maison d'études) et d'une *Histadrut ha-rabanim* (Union des rabbins)³⁶. Le but poursuivi, présenté comme étant l'objet d'une décision émanant des religieux eux-mêmes, était de faire jouer désormais un rôle actif aux rabbins³⁷. La réalité semblait quelque peu différente. En fait, cette *Histadrut ha-rabanim* allait réunir les vingt membres religieux du *meclis-i umumi*³⁸.

Le regroupement des religieux sous une même bannière aurait abouti à une sorte de concertation collective sur les attitudes à adopter à l'intérieur du *meclis-i umumi*³⁹. Les rabbins en question étaient susceptibles de constituer une force d'opposition importante (ne serait-ce que par le nombre — un quart du *meclis-i umumi*), que les divers groupes d'opinion avaient intérêt à se concilier.

Malgré les efforts déployés par H. Nahum et les «alliancistes» pour que les élections au *meclis-i umumi* se déroulent conformément à leurs vœux, de façon que la majorité revienne à leurs sympathisants⁴⁰, il y avait eu des infiltrations sionistes inévitables dans le contexte du moment. Quant aux religieux, ils n'avaient aucune raison de soutenir le groupe au pouvoir⁴¹.

En effet, lors de la réunion du nouveau *meclis-i umumi*, qui rassembla dix-huit membres religieux et quarante-quatre laïques⁴² (sur les quatre-vingts requis), Nissim Russo, militant sioniste local, avait été élu au *meclis-i cismanî* avec cinquante et une voix⁴³, soit 82,25% des suffrages. Abraham Farhi, appartenant au camp progressiste, président du *meclis-i cismanî* formé au lendemain de la révolution «jeune-turque» et président du *meclis* sortant, proche collaborateur de H. Nahum, n'obtenait quant à lui que 46,77% des voix (soit: 29)⁴⁴. Cette différence, entre les résultats obtenus par un sioniste frais émoulu et un notable connu de longue date pour ses activités communautaires, rendait compte des choix politiques du nouveau *meclis-i umumi*. N. Russo n'était d'ailleurs pas le seul membre du *meclis-i cismanî* qui fût favorable au sionisme. Haim Reisner, le président de la communauté achkénaze, y était également élu. Il n'est pas impossible que le

35. *ET*, 17 avr. 1911.

36. *HM*, 5 sivan 5671 / 1^{er} juin 1911.

37. *ET*, 17 avr. 1911 (informations reprises du *Die Welt*, organe officiel de l'Organisation sioniste, et du *Jewish Chronicle*).

38. *HM*, 5 sivan 5671 / 1^{er} juin 1911.

39. *ET*, loc. cit.

40. Voir à ce propos: Benbassa, *Haim Nahum... op. cit.*, t. 1, pp. 362-381.

41. *EJ*, 20 mars 1912.

42. *ET*, 3 avr. 1911.

43. *HM*, 7 avr. 1911.

44. *Ibid.*

nouveau *meclis-i umumi* ait simplement voulu hisser au pouvoir exécutif des hommes nouveaux plus efficaces. Néanmoins, le fait que les membres religieux du *meclis-i umumi* aient été presque tous présents (deux absents), tandis que près d'un quart des membres laïques étaient absents, ne doit pas être négligé. Même s'il est difficile d'évaluer exactement le rôle joué par les membres religieux dans cette élection, leur souci d'une présence massive demeure évident.

Désormais, les sionistes, qui revendiquaient la démocratisation des institutions communautaires, s'alliaient aux conservateurs. Pourtant, sous le Rabbinate de Moché Halévi, le prédécesseur de H. Nahum, ces mêmes conservateurs qui se trouvaient à la tête des institutions ne s'étaient pas particulièrement distingués par leurs méthodes démocratiques. C'était là une alliance conjoncturelle susceptible d'accélérer le noyautage des institutions communautaires par les sionistes. Il faut ajouter que le *Hilfsverein* n'était pas exclu de cette alliance puisque l'homme fort de la réorganisation des religieux, D. Marcus, était lié de près à cette Société.

Cette tentative de réorganisation des milieux cléricaux allait provoquer une crise dont les premiers effets déstabilisateurs se manifestèrent avec la grève des rabbins. Celle-ci s'accompagna de la fermeture des tribunaux rabbiniques et de l'interruption des activités culturelles des rabbins⁴⁵.

Les partisans du Grand Rabbin cherchèrent à dissoudre cette *Histadrut* en prétextant certaines stipulations du *hahamhane nizamnamesi*⁴⁶. Un an plus tard, lors du conflit autour de la Convention signée avec les Achkénazes, les religieux allaient unanimement se prononcer contre H. Nahum et ses amis, et faire ainsi le jeu des sionistes⁴⁷. Par la suite, ce mouvement se marginalisa jusqu'à ne plus faire parler de lui.

LE PARAMETRE ACHKENAZE: UN TREMPLIN VERS LE POUVOIR

A partir de la fin du XIX^e siècle, le différend entre les communautés sépharade et achkénaze d'Istanbul rebondit régulièrement. Cette situation conflictuelle n'était pas particulière à la capitale, puisqu'on la trouve également à Jérusalem⁴⁸. A Istanbul, une Convention avait été passée

45. *ET*, 22 mai 1911.

46. Voir en particulier l'article 9 (*Konstitution, op. cit.*, p. 6). Sur les vicissitudes de cette affaire: *ET*, 22 mai 1911; 26 mai 1911.

47. *EJ*, 20 mars 1912.

48. Voir à ce sujet: Mordechai Eliav, *Intercommunal Relations within the Yishuv at the End of the Ottoman Period*, Jérusalem: Institute of Asian and African Studies, Ben-Zvi Institute-

entre les deux groupes en 1890, qui fixait les droits et les devoirs de la communauté achkénaze, sans distinction de nationalité (il y avait en effet plusieurs communautés achkénazes)⁴⁹. Les difficultés ne furent pas aplanies pour autant et ressurgirent à différentes occasions.

Vers le schisme

Pendant le rabbinat de H. Nahum, le conflit fut exacerbé par les divergences de vues entre le *haham başi* (sépharade), d'une part, et, d'autre part, le président et le *baş haham* (rabbin principal) de la communauté achkénaze, tous deux connus pour leurs sympathies sionistes. Le différend opposant les communautés achkénazes ottomane (*Aschkenasische Kultus-gemeinde*) et étrangère ou austro-hongroise (*Oesterreichisch-ungarisch-Israelitische Kultusgemeinde*), pourtant réunies par la Convention de 1890, relatif au partage des revenus de la gabelle sur la viande qu'elles recevaient du Grand Rabbinat⁵⁰, rejaillit en 1910 sur le *statu quo* fragile qui régissait les rapports des communautés sépharade et achkénaze. Les plus alarmistes prédisaient même un schisme, en se fondant sur certaines tentatives faites par la communauté achkénaze, en vue de se constituer en groupe religieux séparé du Grand Rabbinat, à l'instar des Karaïtes et des *Franco*⁵¹. En cette époque de tension communautaire, tout étant matière à polémique, ce différend ne tarda pas à le devenir également⁵². L'appui dont semblaient jouir les responsables de la communauté achkénaze de la part des sionistes et l'intervention du journal *Osmanischer Lloyd*, lié à l'ambassade d'Allemagne à Istanbul, qui publia des articles émanant d'Achkénazes contre H. Nahum et le Grand Rabbinat et considérés comme insultants par les intéressés⁵³, auguraient de la tournure qu'allait prendre l'affaire. La scission ne pouvait qu'ouvrir un nouveau champ d'action pour les sionistes. Le journal nationaliste ottoman financé par les sionistes. *Le*

Yad Izhak Ben-Zvi, s.d. (brochure); *idem*, *Erez Yisrael ve-yišuva ba-mea ha-19, 1777-1917* [La Palestine et le *Yišuv* au XIX^e siècle, 1777-1917], Jérusalem: Keter, 1978, pp. 156-161.

49. Pour le texte de la Convention: *ET*, 30 juin 1890. Elle fut reproduite in: *AU*, 17 mars 1912. Pour la traduction française, voir également: Abraham Galanté, *Histoire des Juifs d'Istanbul*, Istanbul: Hüsnütabiat, 1942, vol. 2, pp. 205-206.

50. *AU*, 24 juin 1910; 6 janv. 1911; *ET*, 26 déc. 1910.

51. *ET*, *loc. cit.* La question des *Franco* (Juifs de nationalité étrangère, en particulier d'origine italienne) diffère de celle des *Karaïtes* dont le schisme multiséculaire dépasse le cadre des communautés ottomanes. La séparation administrative des *Franco* d'Istanbul, de la communauté sépharade, remonte à 1862: *Archives de la communauté italienne* (Istanbul), Lettre (en italien) de la Légation du Royaume d'Italie à la communauté israélite étrangère de rite espagnol et portugais de Constantinople, signée M. Cerruti, 2 mai 1862.

52. *ET*, 6 janv. 1911; 1^{er} juin, 1911; 5 juin 1911; 9 août 1911.

53. *Ibid.*, 6 janv. 1911.

Jeune Turc, appuyait cette revendication des Achkénazes ou plutôt de leurs leaders⁵⁴. Il y avait eu également pression dans cette direction en haut lieu auprès des autorités ottomanes. Lorsque le projet de loi sur le service militaire fut soumis à la commission militaire de la Chambre, il avait été question de Juifs, Karaïtes et Achkénazes⁵⁵. Mais le schisme ne fut pas consommé.

La Convention de 1912

La question fut reposée avec la signature d'une Convention entre le *meclis-i cismanî* (de tendance sioniste) et la communauté achkénaze, à l'insu du *haham başi*, le 26 janvier 1912⁵⁶. L'événement provoqua une nouvelle crise qui aboutit à la démission de H. Nahum⁵⁷ et paralysa les institutions communautaires pendant six mois.

Lorsqu'on compare la Convention déjà passée avec les Achkénazes en 1890 et celle de 1912, les différences ne sont pas immédiatement décelables. Sur un certain nombre de points, la dernière marquait pourtant un recul par rapport aux acquis de la précédente.

La réaction de H. Nahum à la signature de cette Convention était disproportionnée. Elle paraît moins surprenante, si l'on garde à l'esprit la composition du *meclis-i cismanî* qui signa cet accord, ainsi que les convictions politiques de certains responsables de la communauté achkénaze. Les progressistes n'étaient plus les seuls à gérer la communauté, comme cela avait été le cas depuis la révolution «jeune-turque» jusqu'à l'élection du nouveau *meclis-i cismanî* en avril 1911. Les relations tendues entre H. Nahum et ce *meclis* conduisent à penser que la crise fut davantage liée à une question de principe⁵⁸ qu'à la signature de la Convention elle-même et à son contenu. L'événement pouvait fournir une occasion de dissoudre ce *meclis*, ou tout au moins de saper son autorité par l'annulation de la

54. *ET*, 25 déc. 1910.

55. *Ibid.*

56. Pour le texte de cette Convention, voir entre autres: *MO*, 1^{er} févr. 1912; *AU*, 17 mars 1912 (en judéo-espagnol et en français). Pour le texte en français, on peut également consulter: Galanté, *Histoire des Juifs d'Istanbul*, *op. cit.*, vol. 2, pp. 207-208. Ce texte fit l'objet de nombreux commentaires tant dans la presse juive des grands centres que dans la presse non juive.

57. *ET*, 31 janv. 1912; *ST*, 1^{er} févr. 1912; *MO*, *loc. cit.*; *EA*, 2 févr. 1912; *LO*, 3 févr. 1912; *JC*, 9 févr. 1912; *EJ*, 20 mars 1912.

58. Sur cette question de principe, voir: *MO*, 1^{er} févr., 1912. Mis au courant de sa démission, le secrétaire de l'Alliance à Paris répondait (*AAIU*, Registre Ecoles 232, J. Bigart à A. Benveniste, 7 févr. 1912): «Il doit y avoir à cette grave détermination de Monsieur Nahum des motifs que le public n'est pas à même d'apprécier et qui ne doivent pas s'inspirer des seules résolutions du Consistoire [*meclis-i cismanî*].»

Convention. H. Nahum pouvait-il, au vu de la fragilité de son propre pouvoir et des institutions communautaires, se permettre de laisser le *meclis-i cismanî* exercer aussi librement sa souveraineté? Refusant de cohabiter avec les sionistes, il fallait qu'il parte ou qu'il les évince du pouvoir.

Dans l'épisode de la Convention, il y avait eu épreuve de forces. Et ce n'était qu'un début. Avec l'appropriation de nouveaux pôles de pouvoir, et en s'attirant d'autres partenaires, encore extérieurs au pouvoir, les sionistes pouvaient rapidement prendre le dessus. C'est ainsi qu'on peut comprendre l'aggravation du conflit et la détermination de H. Nahum et de ses amis de ne pas laisser faire. L'événement démontrait le caractère exceptionnel d'une situation où le *meclis-i cismanî* et le *haham başı* n'étaient plus du même bord. Situation ingérable dans un système autocratique pourvu d'une «constitution» imprécise, et surtout peu respectée. L'ère de la politique entre amis prenait ainsi fin.

La guerre d'usure

H. Nahum opta pour la démission, convaincu que le gouvernement la refuserait. Comme prévu, le ministère de la Justice et des Cultes, puis le Conseil des ministres refusèrent la démission de H. Nahum, tout en désapprouvant la manière d'agir du *meclis-i cismanî*⁵⁹.

Alors même que le gouvernement notifiait son rejet, le *meclis-i cismanî* continuait de considérer H. Nahum comme démissionnaire⁶⁰, et le fonctionnement normal des institutions communautaires restait suspendu. Ainsi, le *meclis* allait à l'encontre des décisions du gouvernement, ce qui compliquait davantage la situation.

Après maintes vicissitudes au mois de mars 1912, le *meclis-i umumî* fut convoqué pour trancher. Le débat fut orageux, voire violent⁶¹. Sur les soixante-cinq présents, deux s'étaient abstenus et trente-trois s'étaient prononcés pour le maintien de la Convention, Résultats qui témoignaient à la fois d'un vote de censure contre H. Nahum, et d'un soutien au *meclis-i cismanî* accusé. La recherche d'une solution au conflit n'avait pas été la

59. *ST*, 2 févr. 1912; *EA*, 9 févr. 1912; *MO*, 6 févr. 1912; 19 févr. 1912; *ET*, 19 févr. 1912; *JC*, 23 févr. 1912.

60. *ET*, 5 févr. 1912 (procès-verbal de la réunion du *meclis-i cismanî* du 5 févr. 1912, par laquelle il fut décidé que le *haham başı* devait être considéré comme démissionnaire, à l'unanimité moins une voix): 12 févr. 1912; *EA*, 16 févr. 1912; *AAIU*, Turquie XLI. E., A. Benveniste au président, 27 févr. 1912.

61. *ET*, 15 mars 1912.

préoccupation principale des votants, plus soucieux d'évaluer le poids respectif des différents groupes d'opinion.

L'évolution de la situation montrait que la stratégie des «alliancisto-nahumistes», surtout de leur chef n'était pas au point. H. Nahum avait péché par manque de maturité⁶², mais ses amis n'avaient pas pu s'adapter à la nouvelle conjoncture, et passer du dilettantisme au stade de la politique politicienne qu'avait adoptée les sionistes.

En dernier recours, H. Nahum demanda l'aide du gouvernement pour invalider le vote⁶³. En légitimant l'annulation de la Convention, les autorités ottomanes consolideraient indirectement son pouvoir. L'issue du scrutin avait prouvé que H. Nahum ne pouvait plus miser sur le *meclis-i umumî*. Les sionistes, leurs sympathisants, ainsi que les religieux, resserrant leurs rangs, y avaient pris le dessus. En revanche, H. Nahum semblait avoir gardé encore des appuis solides auprès du gouvernement.

L'avis du Conseil d'Etat tardant à venir, de guerre lasse, le *meclis-i cismanî* avait remis sa démission⁶⁴. Celui-ci avait compté sur le pourrissement de la situation pour sauver sa place. Le Conseil d'Etat se prononça finalement en faveur du *haham başı*⁴⁵.

H. Nahum avait donc su sortir d'une situation qui lui était très nettement défavorable, en s'assurant une victoire personnelle avec l'aide du gouvernement, indispensable à la consolidation de son pouvoir, sérieusement mis en question par les sionistes⁶⁶. Même l'organe officiel des ouvriers sionistes en Palestine, *Ha-Po'el ha-Za'ir* (journal de la seconde *Alia*), le reconnaissait⁶⁷. Le nouveau *meclis-i cismanî* avait perdu tout caractère sioniste et son nouveau président était décrit comme «un fervent admirateur de l'œuvre civilisatrice de l'Alliance»⁶⁸.

Le différend relatif la Convention de 1912 fut également réglé, celle-ci devant être considérée comme nulle et non avenue⁶⁹. Les Achkénazes ne renonçaient pas définitivement à leurs revendications, mais H. Nahum était de nouveau maître de la situation.

62. *AAIU*, Turquie XLI. E., A. Benveniste au président, 28 mars 1912.

63. *EA*, 25 mars 1912; *ET*, 8 mai 1912.

64. *AAIU*, loc. cit., 4 juin 1912.

65. *ET*, 7 juin 1912 (repris du journal *Le Jeune Turc*).

66. *CZA*, Z3/44, I. Auerbach à l'EAC (*Engeres Aktions-Comité*), 25 mars 1912; *AAIU*, Turquie XLI. E., A. Benveniste à J. Bigart, 23 juil. 1912.

67. *Ha-Po'el Ha-Za'ir*, 12 juil. 1912.

68. *AAIU*, loc. cit.

69. *CAHJP*, HMB / 819 (microfilm), lettre signée L. Schoenmann et H. Reisner, 21 juil. 1912; *ET*, 31 juil. 1912. Il convient d'ajouter que la Convention ne fut pas appliquée, contrairement à ce que Galanté semble suggérer (*Histoire des Juifs d'Istanbul*, op. cit., vol. 2, p. 209).

Continuité dans l'alliance

La collaboration entre sionistes et Achkénazes perdura après la Première guerre mondiale. Ils apparurent comme des compagnons de route dans les nouveaux développements qu'allaient connaître tant la communauté que le sionisme local. Dans le projet de règlement élaboré par le *Conseil national juif*, sorte de structure communautaire unitaire, mise en place, après l'occupation d'Istanbul par les Alliés en novembre 1918, et pour pallier l'absence de H. Nahum, les revendications des Achkénazes étaient satisfaites. Il était question de l'autonomie interne de la communauté achkénaze et de sa représentation proportionnelle dans les instances communautaires⁷⁰. Les sionistes avaient été les artisans de l'institution d'un *Conseil national juif*, qui s'apparentait plutôt à un « coup d'Etat ». Des alliés des sionistes comme le *B'nai Brith*, la *Makabi* (société de gymnastique nationaliste), et le *Hilfsverein* par l'intermédiaire de son responsable local Israël Auerbach (celui-ci fut également désigné comme secrétaire général du *Conseil*) siégeaient ensemble. Le camp sioniste témoignait ainsi de sa constance dans ses alliances.

L'esprit de l'époque étant à l'union, le 1^{er} janvier 1919, les deux communautés achkénazes, l'ottomane et l'étrangère, fusionnèrent⁷¹. Elles se donnèrent un statut provisoire et se constituèrent en « Comité Exécutif Provisoire des Juifs *Aschkenazim* »⁷². Comme par hasard, le président de ce Comité était le sioniste D. Marcus⁷³, mêlé également aux affaires de la *Histadrut ha-rabanim* et de la Convention, et lié également au *B'nai Brith*. L'*Appel*⁷⁴, publié en yiddich et en français, à cette occasion, exprimait un soutien sans réserve à la cause juive en Palestine ainsi qu'au *Conseil national juif*. La nouvelle organisation mise en place se voulait résolument autonome. En tout cas, les sionistes, dans la continuation des vicissitudes de la question achkénaze depuis 1910, avaient intérêt à ce que la communauté achkénaze s'émancipe de la tutelle sépharade. Elle aurait pu ainsi se choisir un Grand Rabbin autonome de son rite. Ce qui aurait contribué à un affaiblissement de la fonction de H. Nahum et à une diversification des lieux de décision. Cette fusion des deux communautés achkénazes et

70. Pour le projet de règlement, voir: *PRO*, 371/4171/47289, R. Webb au Foreign Office, reçu le 26 mars 1919.

71. *ET*, 25 févr. 1919; *AAIU*, Turquie XLI. E., A. Benveniste à J. Bigart, 28 févr. 1919. Voir aussi dans la même liasse: *Appel / Oyfruf* (en français et en yiddich).

72. *Appel*, *op. cit.*

73. Pour la correspondance suivie de D. Marcus avec l'Organisation sioniste, voir: *CZA*, Z3/44 (toute une série de lettres figure dans cette liasse témoignant du rapport de ce militant au sionisme).

74. *Appel*, *op. cit.*

l'affirmation consécutive de leur autonomie relevaient d'une manœuvre habile pour se préparer au retour du *haham basi* envoyé en mission par les autorités ottomanes, fin 1918.

Dans le projet de *Statut organique des Communautés Juives de Turquie* élaboré par les sionistes, après la démission définitive de H. Nahum en 1920, la communauté achkénaze désormais appelée *Aschkenazim Kultusgemeinde Fur Konstantinopel und Umgegend* (Communauté des Achkénazes de Constantinople et environs) bénéficiait d'une série de privilèges dont l'autonomie intérieure dans le cadre de la grande communauté sépharade, et tout cela consigné par écrit en appendice⁷⁵.

L'alliance entre sionistes et Achkénazes d'après-guerre n'était pas forcuite. D'une part, après la révolution russe d'octobre 1917 et les pogromes qui suivirent, Istanbul servit de refuge à des milliers de Juifs russes. Ceux-ci avaient déjà été en contact avec les mouvements nationalistes juifs, et aussi avec les courants révolutionnaires dans leur pays d'origine. Ils constituaient un terrain favorable pour les sionistes. D'ailleurs, à la même époque, ceux-ci développèrent un nouveau discours en leur direction et aussi à l'adresse des populations sépharades sorties meurtries de la guerre, de coloration socialisante avec une thématique de lutte de classes. Il convenait de profiter de ce formidable mouvement en faveur du sionisme qui se déployait dans la capitale et dans les provinces. Les institutions restaient encore entre les mains des « nahumistes » qui mimaient un ralliement au sionisme pour drainer les hésitants.

Les sionistes locaux représentaient désormais une réelle force par rapport au sionisme officiel quasi absent de la capitale, du fait qu'il n'avait plus besoin des Ottomans pour régler la question de Palestine. L'alliance avec les Achkénazes continua de fonctionner comme dans le passé. D'une part, les divisions n'auraient fait qu'affaiblir le mouvement, et d'autre part, vu que les Achkénazes occupaient une place respectable dans le leadership sioniste local, s'aliéner la communauté achkénaze aurait relevé de la bévue. Cette alliance était indispensable aux sionistes locaux (plutôt sépharades) soucieux de s'emparer des institutions communautaires. De surcroît, il était question que les Juifs de nationalité étrangère participent désormais aux élections communautaires⁷⁶. Les réfugiés d'Europe orientale, tous

75. In: *AAIU*, Turquie XLI. E., reçu le 17 févr. 1921.

76. Aux dernières élections de 1910-1911 n'avaient participé que les Juifs sujets ottomans: Gran Rabinato de Turkia, *Las elecciones para el meclis unumi* [Les élections pour le meclis-i unumi], Istanbul: *Zurnal 'El Korreo'*, 5671 [1910], p. 4. La *Commission de contrôle électoral* mise sur pied pour fixer les modalités du scrutin de 1920 stipulait que tout Juif âgé de vingt

achkénazes, entraient dans cette catégorie. En fait, les Achkénazes représentaient un électorat potentiel. Les sionistes, en se les alliant, avaient des chances, avec l'appui de leurs sympathisants sépharades, de plus en plus nombreux, d'occuper la majorité des sièges dans le futur *meclis-i umumi* et de battre H. Nahum et ses amis.

L'alliance entre les sionistes et les Achkénazes comme groupe ethnique se situe dans le cadre plus large d'un regroupement qu'on pourrait schématiquement qualifier d'«allemand» — même si la dénonciation, habituelle, d'un complot germano-sioniste ne fut pas toujours fondée. L'origine de la plupart des leaders sionistes, l'implantation géographique de l'Organisation sioniste mondiale, la langue pratiquée dans l'Organisation et par les chevilles ouvrières du mouvement jouaient dans ce sens⁷⁷. Il va de soi que la conjoncture dans l'Empire encouragea cette association, en réaction au camp «français», peu attiré par le sionisme. Le *Hilfsverein* était une organisation juive allemande. Les Loges du *B'nai Brith* étaient composées par des Juifs de souche allemande⁷⁸. La première société *Makabi* d'Istanbul avait été fondée par de jeunes Juifs allemands, et c'est I. Auerbach, leader sioniste allemand, responsable du *Hilfsverein* dans la capitale, qui avait dirigé la société, après la révolution «jeune-turque»⁷⁹. Les leaders sionistes envoyés à Istanbul par l'Organisation sioniste mondiale étaient sinon tous allemands, du moins tous Achkénazes (sauf le dernier, Israël Caleb⁸⁰). Les sionistes donnèrent une grande publicité, dans les villes comme Istanbul et Salonique, à l'œuvre de la rivale de l'Alliance, le *Hilfsverein*⁸¹. Il fallait compter aussi avec le soutien accordé par la population achkénaze à cette Société, notamment à Istanbul, en partie du fait que la langue d'enseignement de ses écoles était l'allemand. Ainsi, l'alliance au sein du camp allemand devenait naturelle, même si elle fut d'abord conjoncturelle.

ans et plus, sans restriction de nationalité était électeur. Pour le texte complet du programme daté du 26 janvier 1920, voir: *ET*, 30 janv. 1920.

77. *CZA*, Z2/11, V. Jacobson à David Wolffsohn, 14 déc. 1911.

78. J. Bigart, secrétaire de l'Alliance, craignant entre autres que les Loges d'Orient ne servent les intérêts allemands avait essayé en 1911 de convaincre H. Nahum de refuser leur fondation à Istanbul: *AAIU*, Registre Secrétariat 225, J. Bigart à H. Nahum, 14 févr. 1911.

79. David Ramon, *Ha-Makabi be-arzot ha-Balkan* [La *Maccabi* dans les Balkans], Tel-Aviv: Hoza'at nesi'ut ha-histadrut ha-olamit «Makabi», 1945, pp. 95-96.

80. Il était bulgare d'origine sépharade. Sa nomination ne fut ratifiée par les Britanniques qu'en 1919: *PRO*, 371/56952, H. Weizmann au Foreign Office, 10 avr. 1919.

81. Rodrigue, *French Jews, Turkish Jews... op. cit.*, (thèse) p. 316; *HM*, 15 *hešvan* 5671/17 nov. 1911. Les sionistes exploitaient également la tension entre l'Alliance et son comité allemand, née du rapprochement opéré par ce dernier avec le *Hilfsverein*.

* * *

VERS UNE VIE PUBLIQUE JUIVE POLITISÉE

Les coalitions conjoncturelles, établies par les sionistes à Istanbul, et dans les provinces, ne témoignèrent pas toutes de la même constance. Il suffit de mentionner les relations des sionistes avec le *Hilfsverein*, qui, à Istanbul et à Salonique, se maintinrent à un bon niveau dans le cadre de la lutte contre l'Alliance, tandis qu'en Palestine, elles eurent plutôt tendance à se gâter, à partir de 1913, avec l'affaire du *Tekhnion* (école supérieure de technologie à Haifa), tournant autour du choix de la langue d'enseignement dans cet établissement.

À Istanbul, la relative constance observée était une nécessité stratégique. Les sionistes n'avaient pas les moyens de changer de camp, puisqu'en face, il y avait celui du Grand Rabbinat «allianciste». Cette claire dichotomie entre les deux blocs n'empêcha pas les défections au sein du groupe au pouvoir. C'est ainsi du moins que s'expliquent les vicissitudes que connurent les institutions communautaires en 1911-1912. D'ailleurs, après la guerre, le relâchement constaté avant la guerre ne fit que s'accroître.

L'une des grandes différences entre sionistes et «alliancistes» tient au type de soutiens dont l'un et l'autre groupe bénéficiaient à l'intérieur et à l'extérieur.

Pour sa part, l'Alliance refusait de fournir la logistique nécessaire pour combattre le sionisme localement, et ne pas perdre du terrain⁸². Au plus, elle accordait son soutien moral à H. Nahum qui essayait désespérément d'organiser ses troupes face aux sionistes. L'Alliance, juchée sur son piédestal, paralysée par le spectre sioniste, et son secrétaire, rigide, peu versé dans les affaires de la communauté ottomane et incompetent en politique politicienne ne furent pas d'un grand secours pour le *haham baši*. Au mieux, J. Bigart, dépassé par la nouvelle conjoncture, recourait à la vieille méthode du bakchich, et proposait à H. Nahum de soudoyer des parlementaires ottomans afin qu'ils provoquent un débat anti-sioniste à la Chambre des députés, ou encore lui suggérait d'user de son influence en haut lieu pour mettre fin au raz-de-marée sioniste⁸³.

82. *AAIU*, Turquie XXX. E., H. Nahum à J. Bigart, 19 déc. 1910; Turquie I. G. I. E., J. Loria à Paris, 16 nov. 1910; J. Bigart à J. Loria, 22 nov. 1910; E. Nathan à Paris, 21 mars 1912; J. Bigart à E. Nathan, [28] mars 1912, brouillon de lettre n° 1917.

83. *Ibid.*, Turquie XXX. E., J. Bigart à H. Nahum, 26 nov. 1909; 22 nov. 1910 (brouillons).

En revanche, pour atteindre leurs objectifs, les sionistes mirent en place tout l'arsenal d'un parti politique. Des représentants de l'Organisation sioniste mondiale des leaders chevronnés en politique, un complexe de presse⁸⁴, une vie associative diversifiée⁸⁵, un militantisme local, et le renfort de l'Organisation même en constituaient les éléments essentiels. A cela s'ajoutait un programme politique — ce que son statut et ses structures même empêchaient l'Alliance d'élaborer ou de diffuser.

Certes, les deux groupes avaient chacun son idéologie. De son côté, après le Congrès de Hambourg, en 1909, le sionisme avait provisoirement infléchi sa politique au sujet de la Palestine et s'était rallié au principe de l'intégrité de l'Empire ottoman et il avait aussi développé un programme politique local évolutif. L'Alliance n'avait que son idéologie à diffuser, et celle-ci ne se révéla pas adaptée au contexte local, nonobstant le succès de ses écoles. Au départ, l'idéologie sioniste ne l'était pas plus, mais elle fut modulée suivant la conjoncture.

Il serait erroné de penser que le parti sioniste était uni au niveau local. Pourtant, malgré les divisions, il manifestait, tout au moins vis-à-vis de l'extérieur, une unité d'action.

Afin d'atteindre leurs objectifs, les sionistes développèrent un discours populiste, peu entendu jusque-là, surtout du côté des notables, se tenant à l'écart du peuple, attachés à un registre paternaliste de relations, entre bienfaiteurs et obligés. Ils réussirent à poser, en termes clairs, le problème du manque de démocratie dans la vie institutionnelle juive, et surtout à mettre en question le régime oligarchique. Progressivement, ils exploitèrent, dans leur discours, l'antagonisme de classes. Ils se complurent à opposer l'oligarchie, les riches et leurs commis, à la toute petite bourgeoisie et aux pauvres, en engageant ces derniers à lutter. Ils préconisaient de chasser ces «opresseurs» des instances communautaires, et de les remplacer par des sionistes, proches du peuple et de ses préoccupations. Ce discours, relayé par des infrastructures ouvertes aux masses, était à même de les séduire. Les sionistes allèrent vers le peuple, et, en lui accordant même une importance calculée, ils surent le responsabiliser, et par là même le transformer en une nouvelle force d'appoint qui leur fût favorable. Par ailleurs, en soutenant les sionistes, les classes moyennes avaient quelques chances de se faire représenter dans les instances occupées par la bourgeoisie.

84. Pour la presse, voir: E. Benbassa, «Presse d'Istanbul et de Salonique au service du sionisme», *Revue historique* 276/2 (560), oct.-déc. 1986, pp. 337-365.

85. Pour la vie associative, voir du même auteur: «Associational Strategies in Ottoman Jewish Society in the Nineteenth and Twentieth Centuries», à paraître dans Avigdor Levi (ed.), *The Jews in the Ottoman Empire*.

La stratégie de parti d'opposition contre le Grand Rabinat et l'Alliance fonctionna en se focalisant en particulier sur H. Nahum. En effet, les sionistes avaient ouvertement déclaré la guerre à l'Alliance dans la capitale et dans les provinces. Certes, à Istanbul, la lutte fut plus violente⁸⁶. La place que le *haham basi* occupait au sein du groupe «allianciste» explique en partie l'intensité de la lutte menée contre lui. Mais cette explication n'est peut-être pas suffisante.

H. Nahum ne possédait pas les moyens de constituer ses troupes en parti. Son entourage était composé d'hommes d'affaires inefficaces, s'occupant des affaires communautaires pendant le peu de temps libre qui leur restait. Ils n'étaient pas en mesure de faire face aux sionistes. L'ère des notables avait cédé sa place à la politisation de l'échiquier communautaire, avec de nouveaux enjeux, et un pluralisme non habituel jusque-là. Les stratégies menées dans le passé par les notables progressistes contre les religieux et les conservateurs ne fonctionnaient plus. Les sionistes s'étaient alliés aux religieux, mais, de par leur programme, ils se positionnaient comme plus démocrates et plus novateurs en comparaison de la direction en place. Entre leur discours et la réalité, il y eut certes un réel écart.

L'Alliance n'appuyait pas activement ces notables, ni d'ailleurs H. Nahum. A cette époque, le soutien moral n'était plus suffisant. De leur côté, les notables n'étaient pas prêts à faire plus de sacrifices financiers ou personnels pour s'opposer au sionisme. Ils procédèrent à quelques tentatives de réorganisation, surtout en 1919, lorsqu'ils comprirent que même H. Nahum allait abandonner définitivement la lutte⁸⁷. Aussi bien l'Alliance que les notables comptaient sur H. Nahum pour sauver la situation. Il était le garant de leurs intérêts et de l'ordre communautaire. H. Nahum était en fait seul. Les alliances qu'il essaya de contracter par exemple avec le *B'nai Brith*, au moment de son implantation à Istanbul, ne donnèrent pas les résultats escomptés. Ce dernier s'allia au sionisme. Un journal comme *El Tiempo*, aussi fidèle qu'il fût au *haham basi* et à l'Alliance, ne suffisait pas à lui tout seul à faire face au sionisme, même s'il s'acquitta relativement bien de la tâche. Ainsi le pouvoir du *haham basi* était-il étayé par l'autorité du gouvernement. A leur tour, les leaders «jeunes-turcs» n'hésitèrent pas à soutenir H. Nahum, garant de l'ordre dans la communauté juive.

86. Voir la correspondance entre David Wolffsohn et Narcisse Leven: *CZA*, Z2/32, D. Wolffsohn à N. Leven, 21 févr. 1911; J. Bigart et N. Leven à D. Wolffsohn, 3 mars 1911; D. Wolffsohn à N. Leven, 10 avr. 1911 (les originaux de ces lettres sont en langue allemande, il s'agit ici de leur traduction en anglais, l'original de la dernière lettre est datée du 9 avr. 1911).

87. *AAIU*, Turquie I. H. 1, A. Benveniste à Paris, 13 avr. 1919.

Or on sait que le régime «jeune-turc» se caractérisa par une grande instabilité. Celle-ci se répercutait également sur l'autorité de H. Nahum, qui, progressivement, avait perdu le soutien populaire de ses débuts. Avec un gouvernement fort, il aurait été plus fort. Seul et donc vulnérable, mais aussi relativement bien implanté en haut lieu, et considéré comme susceptible d'influencer la politique du gouvernement à l'égard du sionisme, il se transforma en une cible privilégiée des attaques du parti sioniste. De nouveau, les sionistes s'exagéraient le pouvoir occulte de H. Nahum.

Même au niveau de l'Organisation sioniste mondiale, on déplorait l'acharnement contre le *haham basi*⁸⁸. Les puissances européennes ne manquaient pas non plus de prendre fait et cause contre H. Nahum, en fonction de leurs visées sur la Palestine⁸⁹. Cette tendance se confirma après la guerre, avec l'occupation de la capitale par les Alliés. Les sionistes locaux et les Britanniques s'allièrent pour fomenter des campagnes de propagande hostiles au *haham basi*⁹⁰. Celui-ci était soutenu par la France dont l'action locale ne faisait pas vraiment le poids contre le groupe opposant. L'intensité de cette ingérence s'amplifiait sur place du fait des enjeux locaux, ce qu'à l'étranger, on ne manquait pas de regretter⁹¹.

Les stratégies élaborées par les sionistes délégués par l'Organisation sioniste mondiale furent reprises par les sionistes (plutôt nationalistes) locaux. D'ailleurs, dès avant la guerre, il était difficile de faire la part entre ce qui revenait à chacun des deux groupes. Après la guerre, les sionistes locaux prirent le dessus, mais les interférences entre les deux composantes du nationalisme/sionisme local ne cessèrent pas vraiment. En tout cas, ce furent eux qui bénéficièrent concrètement de la politique sioniste, puisqu'ils se hissèrent par intermittence aux points stratégiques de la communauté, jusqu'à remporter à partir de 1920 les élections communautaires au suffrage universel. On ne peut pas exclure un certain opportunisme parmi les locaux, relativement nombreux, qui réalisèrent par ce biais leur propre ambition sans adhésion aucune à l'idéologie sioniste. Au pouvoir, ils n'agirent pas différemment que ceux qu'ils remplaçaient.

88. *CZA*, Z2/9, D. Wolffsohn à V. Jacobson, 20 juin 1910; V. Jacobson à D. Wolffsohn, 23 juin 1910; Z4/888. M. Dizengoff à M. Ussischkine, T. Zlatopolski, I. A. Naidich, 26 août 1919.

89. Voir par exemple les relations ambiguës de l'Allemagne à son égard : *AAA, Türkei* 195, K 178268-178271, R. von Kühlmann à B. Hollweg, 15 févr. 1917; *AAIU*, Turquie XXX. E., H. Nahum à J. Bigart, 27 avr. 1919.

90. *PRO*, 371/4167/59630, A. Calthorpe au Foreign Office, 15 avr. 1919; 371/4168/68621, A. Calthorpe au Foreign Office, 16 avr. 1919; *ibid.*, brouillon de réponse à la lettre du 16 avr. 1919, porte les signatures : O.A. Scott, G. Kidston, M.D. Peterson.

91. *MAE*, Levant 1918-1929, Sous-série Turquie, vol. 112, A. Defrance à S. Pichon, 31 juil. 1919; 16 août 1919.

En fin de compte, leur politique ne fit que désorganiser davantage des instances communautaires déjà passablement ébranlées. Leur programme ne fut pas mis à exécution, puisque dans le contexte local, il relevait plutôt de l'utopie. Il fallait plus de temps pour ébaucher une nouvelle organisation communautaire. En 1923, l'avènement de la République turque allait condamner à la clandestinité toute forme de nationalisme et toute velléité de réformes.

Il reste que la stratégie sioniste de parti d'opposition politisa la vie communautaire — tant au niveau des institutions que des masses — en y introduisant de nouveaux enjeux. Elle montra, même en théorie, qu'il existait d'autres voies de gestion communautaire. On ne peut certes pas limiter le sionisme à cet aspect de son action. Pourtant, en l'occurrence, il prima sur les autres. Le sionisme apporta au judaïsme ottoman une nouvelle dimension de l'occidentalisation et par là de la modernité : une nouvelle vie publique juive politisée.

RÉSUMÉ

La révolution «jeune-turque» (1908) suscita de nouveaux espoirs au sein de l'Organisation sioniste mondiale. Pour faire avancer la question de la Palestine, il convenait pourtant aussi de conquérir la communauté juive ottomane et ses institutions afin de créer un rapport de forces susceptible d'influer sur la politique des dirigeants ottomans. L'échiquier politique de la communauté étant déjà occupé par d'autres partenaires, les leaders sionistes s'ingénièrent à faire basculer le précaire équilibre qui subsistait, en faisant des coalitions avec les groupes d'opinion se trouvant en marge du pouvoir. Ils constituèrent un «front» allemand face au camp français dont le principal protagoniste était l'Alliance israélite universelle. Les groupes religieux mécontents de l'occidentalisation mise en œuvre par cette dernière, les Achkénazes écartés de la direction d'une communauté majoritairement sépharade, le *Hilfsverein der Deutschen Juden*, rival de l'Alliance, furent quelques-uns des groupes d'opinion qui apportèrent conjoncturellement leur soutien aux sionistes dans la poursuite de leurs objectifs — un soutien auquel s'ajouta celui des mécontents du régime communautaire et des sionistes locaux, aspirant eux aussi à évincer les notables, principaux bénéficiaires du système oligarchique en place.

Revue des études juives

Fondée en 1880

Publication subventionnée par le
Centre national de la Recherche scientifique
et le Fonds social juif unifié